



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU BRÉSIL

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BRASILIA

Semaines du 25 au 31 mars 2022

Résumé :

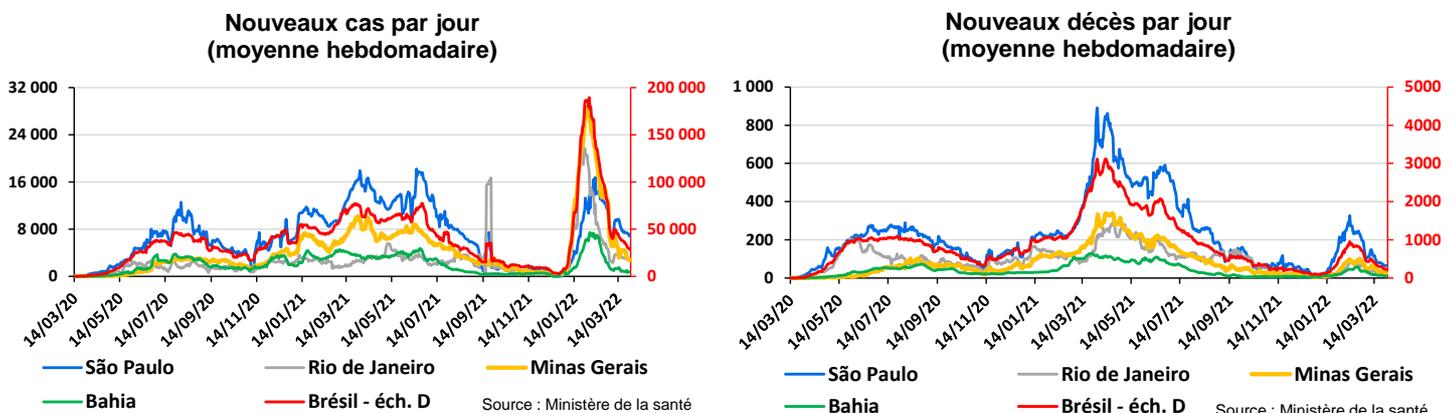
- Situation sanitaire : évolution des cas et des décès.
- La création record d'entreprises en 2021, boostée par les micro-entreprises, révèle la faiblesse du marché de l'emploi salarié formel.
- Les indices de confiance sont en baisse, affectés par des anticipations négatives pour les prochains mois.
- Visites des autorités brésiliennes à l'étranger pour faire avancer les processus d'adhésion à l'OCDE et à l'Accord sur les Marchés Publics (AMP) de l'OMC.
- Evolution des marchés du 25 au 31 mars 2022.
- Graphique de la semaine : la progression du nombre de créations d'entreprises s'est accélérée en 2021, marquant un record avec plus de 4 millions d'entreprises créées.

LE CHIFFRE À RETENIR

1 SUR 2

C'est en 2021 la part des nouveaux entrepreneurs qui déclarent avoir créé leur entreprise « par nécessité », à défaut d'autres opportunités sur le marché du travail.

Situation sanitaire : évolution des cas et des décès.



Selon le ministère de la Santé, en moyenne sur la dernière semaine ont été enregistrés 30 276 nouveaux cas de Covid-19 et 239 décès par jour (contre 37 387 et 304 la semaine précédente). Au 30 mars, le Brésil compte au total 29,9 M cas de contaminations et 659 294 décès depuis le début de la pandémie.

La création record d'entreprises en 2021, boostée par les micro-entreprises, révèle la faiblesse du marché de l'emploi salarié formel.

Le Brésil a atteint en 2021 un nombre record de créations d'entreprises. D'après le Ministère de l'économie, **4 millions d'entreprises ont été créées** l'année dernière. Par rapport à 2020, cela représente une progression de 670 000 nouvelles entreprises, soit +20% (voir graphique de la semaine). Sur la même période, 1,4 million d'entreprises ont cessé leurs activités. Le solde net de 2,6 millions de nouvelles entreprises ouvertes en 2021 constitue également un record dans la série historique.

Au-delà de la **simplification des démarches administratives pour créer son entreprise** mise en avant par le gouvernement, **le dynamisme de la création d'entreprises s'explique par la faiblesse du marché du travail, qui peine à générer des emplois formels.** Bien que les chiffres des derniers mois montrent une reprise, illustrée par la création nette de +200 000 emplois formels (cvs) en février après +120 000 (cvs) en janvier, il reste difficile pour beaucoup de personnes de trouver un emploi salarié formel. C'est pourquoi **une partie des chômeurs ou des travailleurs informels ont décidé de créer une entreprise dans une logique « d'entrepreneuriat de nécessité ».**

Ce cas de figure représenterait près de la moitié des entreprises créées en 2021 (49,1%) selon l'enquête *Global Entrepreneurship Monitor (GEM) 2021*, menée par le Service brésilien de soutien aux micro et petites entreprises (Sebrae). Ce taux « d'entrepreneuriat de nécessité » est en légère baisse par rapport à 2020 (50,4%), **mais reste très élevé par rapport à l'avant-pandémie (37,5% en 2019).**

Sur dix entreprises créées l'année dernière, près de huit étaient des micro-entreprises individuelles (MEI), régime réservé aux entreprises ne dépassant pas 81 000 BRL (15 000 EUR) de chiffre d'affaire annuel. **Ces créations se concentrent dans des secteurs où il est possible d'exercer sans diplôme,** comme les services de restauration (8,7%

du total des entreprises créées en 2021), les services de réparation et d'entretien de bâtiments et d'installations électriques (5,9%), la vente au détail de vêtements (5,8%) et les services de beauté (5%).

Bien que ces activités permettent souvent à ces entrepreneurs de pouvoir subvenir à leurs besoins élémentaires, **la faible productivité de ces activités limite leur valeur ajoutée.** Cela modère ainsi les revenus de ces micro-entrepreneurs, et se révèle être un frein à la croissance de l'économie brésilienne.

Les indices de confiance sont en baisse, affectés par des anticipations négatives pour les prochains mois.

Selon les indicateurs élaborés par la Fondation Getulio Vargas (FGV), **les indices de confiance montrent des évolutions négatives en mars** pour les différents secteurs, **à l'exception notable du secteur des services.** Cette tendance s'explique principalement par une **anticipation d'une dégradation de la situation dans les mois à venir, nourrie par une hausse de l'incertitude, de l'inflation, et du taux d'intérêt directeur.**

Le secteur des **services est le seul où l'indice de confiance est en progression,** avec une hausse de 3 pts, portant l'indice à 92,2 pts. Cette récupération d'une partie de la confiance perdue, après quatre mois consécutifs de baisse, semble s'expliquer par **l'amélioration des perspectives sanitaires** après la vague Omicron, qui avait entravé la réouverture des activités.

Dans le **commerce de détail,** l'indice de confiance a reculé de 0,2 pt par rapport à février pour atteindre 87 pts. Cette **relative stabilité** s'explique par le fait que **la progression de la demande actuelle est compensée par la dégradation des perspectives des prochains mois,** dans un contexte d'augmentation de l'incertitude.

Concernant **l'industrie, la confiance continue de chuter :** l'indice recule de 1,7 pt en avril et atteint 95 pts. Il s'agit de **la huitième baisse consécutive** de l'indice, qui atteint son minimum depuis juillet

2020. La chute est influencée par la baisse attendue de la production dans les prochains mois, sous l'effet d'un recul de la demande. **Le niveau d'utilisation des capacités installées de l'industrie progresse légèrement** (+0,2 p.p.) pour atteindre 80,2%.

Dans **la construction, la confiance a baissé** de 0,8 pt en mars, pour atteindre 92,9 pts. Cette tendance, visible depuis décembre, reflète la dégradation des perspectives, dans un **contexte de hausse du prix des matières premières** qui influe négativement sur la demande.

L'indice de confiance des consommateurs a quant à lui chuté de 3,1 pts en mars (à 74,8 pts désormais) et annule ainsi la plupart du rebond enregistré en février. Cela s'explique par l'inflation, par la situation de l'emploi et par l'endettement élevé des familles, notamment celles à faible pouvoir d'achat. Ainsi, le sous-indicateur qui mesure la satisfaction à l'égard de la situation financière actuelle des familles a baissé de 5,2 pts, à 56,9 pts, soit le plus bas niveau depuis avril 2016

Visites des autorités brésiliennes à l'étranger pour faire avancer les processus d'adhésion à l'OCDE et à l'Accord sur les Marchés Publics (AMP) de l'OMC.

En visite ce lundi à Paris au siège de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le **Ministre de l'Economie Paulo Guedes s'est entretenu avec le Secrétaire Général de l'OCDE, Mathias Cormann, et a défendu l'adhésion du Brésil.** En janvier, l'OCDE avait formellement invité le Brésil à lancer le processus pour intégrer cette organisation, qui rassemble la plupart des économies les plus industrialisées.

Le Ministre a souligné les mesures prises par le gouvernement pour se mettre en conformité avec les lignes directrices de l'OCDE, qui consistent en une libéralisation en matière de finance, d'investissements et de fiscalité, avec comme objectif l'amélioration de l'environnement des affaires. Ont par

exemple été évoqués la volonté de faire aboutir la réforme fiscale cette année, ainsi que **le décret signé le 15 mars par le président Bolsonaro actant la suppression programmée de la taxe IOF** portant sur les transactions de devises étrangères. Cette taxe sera progressivement réduite avant sa suppression en 2028 pour toutes les opérations de change.

Paulo Guedes a aussi insisté sur les « valeurs démocratiques » portées par le Brésil. Attendu sur les thèmes de l'environnement et de la déforestation, il a affirmé que le Brésil veut prendre sa part de l'effort international, citant notamment le projet de création d'un marché carbone. La participation à la réunion ministérielle du Comité de l'Environnement de Joaquim Leite, Ministre de l'environnement, montre également la volonté du gouvernement brésilien de convaincre les pays membres de l'OCDE de son action sur le sujet.

En juin, aura lieu une réunion ministérielle de l'OCDE au cours de laquelle seront présentées l'évaluation du Brésil par les différents comités et la feuille de route à suivre pour permettre l'adhésion. Le gouvernement brésilien est optimiste car il se trouve à un stade avancé de convergence avec l'OCDE, ayant déjà adhéré à 104 des 251 instruments normatifs de l'organisation internationale.

Par ailleurs, **les négociations concernant l'adhésion du Brésil à l'Accord sur les Marchés Publics (AMP) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) se poursuivent également.** L'AMP est un accord plurilatéral, qui vise pour le Brésil à **accroître la transparence et la concurrence de ses appels d'offres publics, ainsi qu'à favoriser l'internationalisation des entreprises brésiliennes** en leur ouvrant un marché estimé à 1,7 trillion USD d'exportations potentielles.

Le Secrétaire au commerce extérieur du ministère de l'économie, Lucas Ferraz, était en visite ces derniers jours au siège de l'OMC à Genève pour tenter de faire avancer les pourparlers, dans l'espoir d'une possible adhésion souhaitée par Brasilia d'ici l'été.

Lucas Ferraz a défendu l'offre du Brésil qu'il a qualifié « d'ambitieuse », soulignant le fait que le

Brésil serait le premier pays d'Amérique latine à accéder à l'AMP et que le périmètre couvert a déjà été élargi¹. Fin 2021, dans son offre révisée, le Brésil avait en effet étendu de six à onze² le nombre d'États

qui ouvriraient leurs marchés publics. La commande publique annuelle de ces États est estimée à 41 Mds BRL (7,8 Mds EUR), soit 32,2% du total des achats effectués par les États brésiliens.

Evolution des marchés 25 au 31 mars 2022.

Indicateurs*	Variation sur deux semaines	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+7,5%	+14,7%	120 328
Risque-pays (EMBI+ Br)	-9pt	-26pt	300
Taux de change R\$/USD	-1,0%	-16,5%	4,74
Taux de change R\$/€	-0,4%	-18,1%	5,25

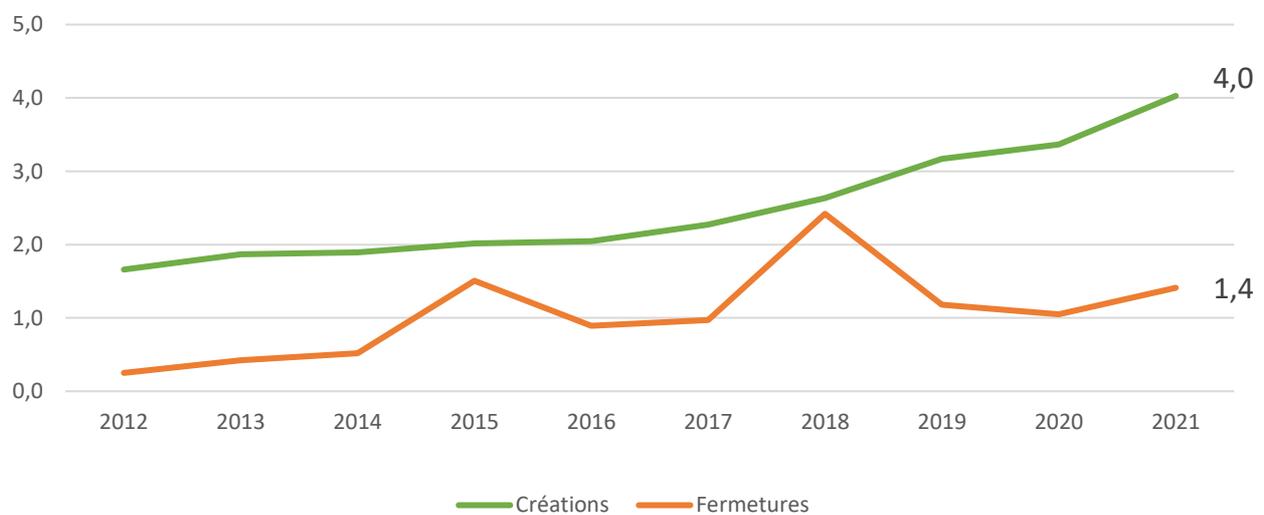
* Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

¹ Le Brésil a remis une première offre de marché en février 2021, puis une seconde en novembre 2021.

² Minas Gerais, Paraná, Rio Grande do Sul, Distrito Federal, Pará, Amazonas, Santa Catarina, Goiás, Tocantins, Rio Grande do Norte et Amapá.

Graphique de la semaine : la progression du nombre de créations d'entreprises s'est accélérée en 2021, marquant un record avec plus de 4 millions d'entreprises créées.

Créations et fermetures annuelles d'entreprises (en millions)



Sources : Ministério da Economia, SER Brasília

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Sébastien Andrieux, chef du Service économique régional de Brasília
Rédacteurs : Vincent Le Régent, Julio Ramos-Tallada
Pour s'abonner : vincent.leregent@dgtrésor.gouv.fr
Crédit photo : ©marchello74